

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Cession des actions détenues par la Ville de Marseille au sein de la Société du Canal de Provence à la Métropole Aix-Marseille-Provence

La Société du Canal de Provence (SCP) est une Société d'Aménagement Régional (SAR) créée en 1959, qui est investie d'une mission générale pour l'aménagement hydraulique de la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Sa concession principale, conclue avec l'État jusqu'en 2038 a fait l'objet d'un transfert à la Région en 2009 à la faveur d'une possibilité offerte par la Loi de décentralisation de 2004. Ceci fut acté après accord de tous les actionnaires, le Conseil Régional est donc à ce jour autorité concédante principale de cette Société.

La Ville de Marseille y est actionnaire historique à hauteur de 18,239 % et dispose de droit de vote au sein de son Conseil d'Administration. Cependant, alors qu'elle était jusqu'en 2001 compétente en matière d'eau potable sur son territoire, le transfert de cette compétence à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence en 2016, conjugué au remboursement en 2009 des avances qui avaient été antérieurement consenties à la SCP par la Ville de Marseille, minimisent l'enjeu stratégique pour la Ville de Marseille du maintien en son nom propre de cet actionnariat.

Par contre, la Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais compétente en matière d'eau potable, est pour sa part fortement intéressée. Un rapprochement a donc eu lieu en vue d'une cession des parts de la Ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Une évaluation à la valeur nominale de l'actionnariat a permis de fixer, en accord avec le cessionnaire, le prix de vente des 45 019 actions de la Ville à 686 090,00 € (soit 15,24 € l'action).

Aucun droit de préférence ni aucun agrément préalable du cessionnaire n'étant prévus dans les statuts pour les actions détenues par les collectivités locales, cette vente n'est soumise à aucune formalité spécifique. Elle emportera suppression des deux sièges d'administrateur et du siège de censeur de la Ville de Marseille au sein du Conseil d'Administration et transfert de ces sièges au nouvel actionnaire, permettant ainsi à la Métropole d'être directement impliquée dans la gestion de la ressource en eau de son territoire.

A cet effet, il revient donc au Conseil de Métropole de désigner les deux membres administrateurs et un membre censeur, sur proposition du Président de la Métropole.